

« Je me dis que je suis chanceux » : à Bourg-en-Bresse, Moussonni fait désormais partie du décor

Nejma Brahim 6 janvier 2026 à 12h40

Bourg-en-Bresse (Ain).— On le repère aisément au loin, vêtu de sa tenue de livreur, un foulard à froufrous couleur cuivre enroulé sur la tête. Avec sa trottinette dernier cri, Moussonni fait le pied de grue devant un fast-food de Bourg-en-Bresse, d'où il récupère des commandes de repas. À l'heure du déjeuner, ce jeudi de novembre, l'activité est plutôt calme, relève-t-il.

Le jeune homme n'a pas vraiment changé depuis la première fois où nous l'avions retrouvé, en 2021, pour raconter son arrivée en France en [vidéo](#). À l'époque, il n'avait que 17 ans et venait de rejoindre la France depuis l'Italie, après avoir débarqué de [l'*Ocean Viking*](#), le navire humanitaire de SOS Méditerranée. Reconnu mineur non accompagné (MNA), il avait été placé sous la responsabilité de l'aide sociale à l'enfance (ASE), qui l'avait confié à l'association Alfa3a.

« Aujourd'hui, j'ai une carte de séjour de dix ans », glisse-t-il avec un brin de fierté. Moussonni a en effet été reconnu réfugié, après avoir formulé une demande d'asile alors

qu'il était encore à l'ASE : « *On m'avait plutôt découragé de faire la démarche. Mais comme ça a marché pour moi, ils le conseillent aux jeunes maintenant* », affirme le jeune Ivoirien, qui était déjà conscient du statut plus protecteur de réfugié. Comme l'a [documenté](#) Mediapart, de nombreux jeunes, anciens MNA, essuient des refus de titre de séjour et sont [menacés d'expulsion](#) à leur majorité.



Moussoni au centre-ville de Bourg-en-Bresse, le 13 novembre 2025. © Nejma Brahim / Mediapart

En début d'après-midi, les alertes sur son smartphone commencent à retentir. C'est d'abord McDo, qui l'invite à récupérer le repas d'une jeune femme à livrer à son domicile, au centre-ville. Puis Carrefour Express, pour la liste d'articles commandés par un client sur Uber Eats, dont de la litière pour chat. « *Les gens commandent tout et n'importe quoi. Parfois juste une bouteille d'eau alors*

qu'ils habitent la rue où se trouve le supermarché. » Pour se soulager des charges lourdes et gagner en rapidité, Moussonni a investi 1 500 euros pour l'achat d'une trottinette puissante.

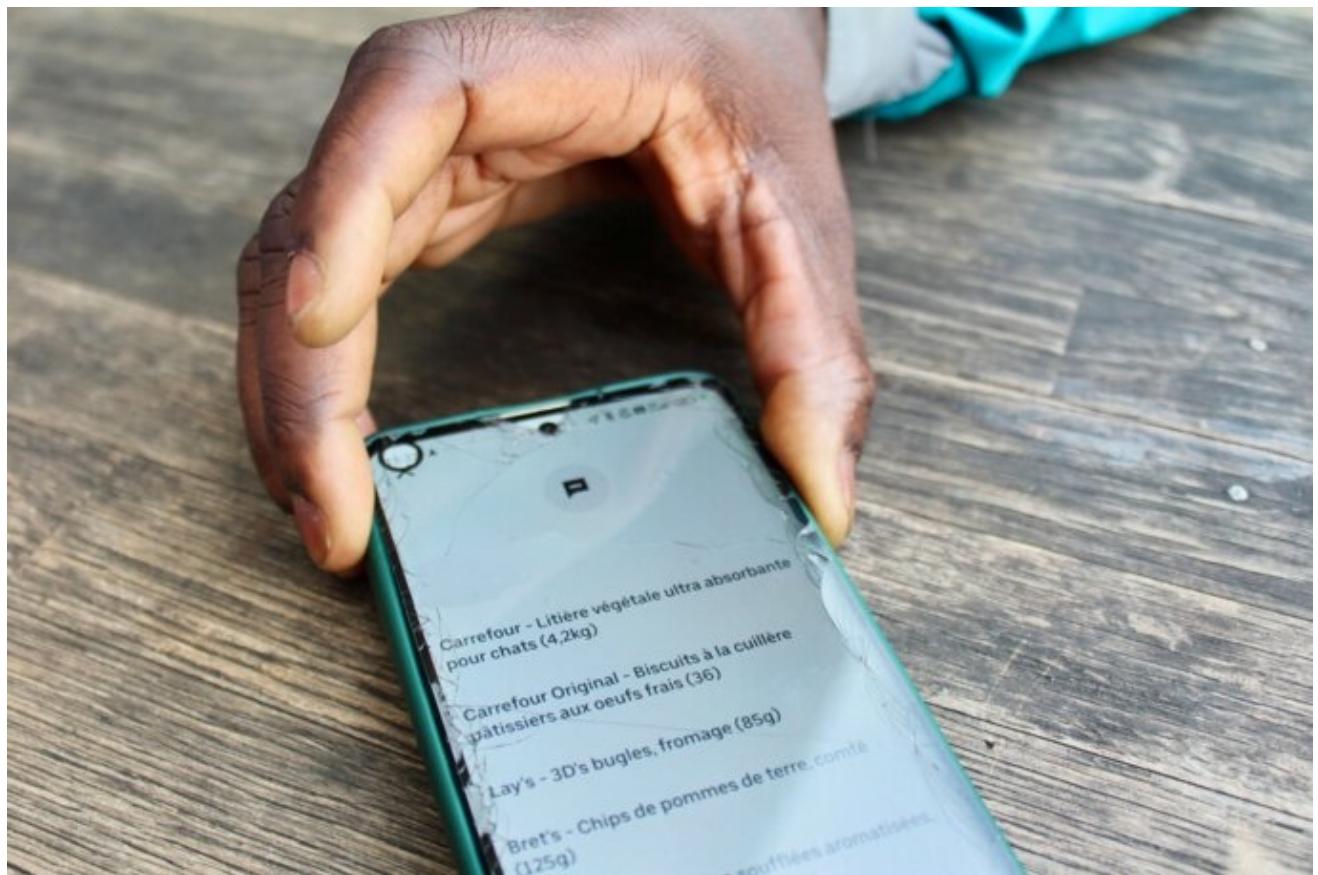
Dans les rues de Bourg-en-Bresse, il salue du monde tous les cent mètres ; tantôt un copain livreur, tantôt un restaurateur, ou encore ce badaud qui promène son chien et entame la discussion. « *À force, on connaît tout le monde* », sourit Moussonni, qui fait désormais partie du décor. L'autre jour, un sans-abri s'est enquisi de lui après avoir constaté qu'il s'était absenté plusieurs jours.

Au contact des habitants

Le « *boulot* » fait « *miroir de la société* ». Il y a des clients plus ou moins « *sympas* », des abus parfois. Il se souvient de cette dame qui ne lui a pas pardonné un retard de livraison et s'est plainte à la plateforme jusqu'à ce qu'il en soit banni. « *Mais ça me fait sortir, ça me sort de la solitude. Si les Français s'en plaignent parfois, il faut imaginer ceux qui sont loin de leur famille, leurs amis et leur pays... »*

Sa présence dans l'espace public n'a pas été au goût de la police municipale, qui l'aurait harcelé en le contrôlant et en lui délivrant des amendes à chaque fois qu'elle croisait sa route. « *J'en ai eu pour près de 1 000 euros en 2024. En 2025 ça va, j'ai dû avoir trois amendes.* » Désenparé, le jeune homme a même songé à déménager ; avant de

finalement saisir l'antenne locale du Défenseur des droits.



Une commande reçue par Moussoni pour une livraison sur Uber Eats, le 13 novembre 2025. © Nejma Brahim / Mediapart.

Lorsqu'il se dirige vers le café Hopper, où il aime s'attabler pour prendre un café en terrasse, il voit les policiers municipaux patrouiller partout. En voiture, à vélo, à pied. « *Alors que c'est calme, ici.* » Cet après-midi, il retrouve un ancien collègue de l'abattoir dans lequel il a travaillé de février à septembre.

Il recherche alors « *un peu de stabilité* » et un salaire fixe. « *Je commençais à 6 heures du matin. Je coupais la viande et la transportais, je faisais des saucissons.* » Un travail physique, qui « *ne demande pas de qualifications* ». « *On voit surtout des jeunes et des immigrés bosser là-bas.* » Il y refuse un CDI, jugeant la

rémunération plus avantageuse en interim.

Après s'être inscrit chez Pôle emploi en 2023, il a aussi travaillé quatre mois pour Mutual Logistics, « *à moins vingt degrés dans des chambres froides* », pour gérer des stocks de produits surgelés. « *On avait des casques sur les oreilles qui nous dictaient les commandes toute la journée. Ça rendait fou* », relate-t-il, ajoutant qu'il devait « *badger tout le temps, même pour aller aux WC* ». « *Tu peux faire six cents colis par jour, ils trouvaient toujours que c'était pas assez.* » Sans parler du froid qui transperçait les gants de travail. « *Ça devenait fatigant, alors j'ai commencé Uber Eats.* »

Un passage compliqué à l'ASE

Moussonni est loin des études qu'il avait entreprises à son arrivée en France, un CAP cuisine qui l'a amené à travailler en apprentissage dans un restaurant de la ville, dès 2021. « *J'étais encore au foyer pour MNA. Mais quand j'ai eu 18 ans, j'ai dû en sortir et payer moi-même l'école pour le CAP. Financièrement, c'est devenu compliqué.* » Un ami l'héberge quelque temps, avant que la Mission locale ne l'aide à trouver un logement temporaire, d'une durée de six mois renouvelable. Il y reste un an, et ne termine pas son CAP, faute d'argent.

Ancienne salariée d'Alfa3a et sensible à la question des MNA, Nadège se souvient d'un jeune « *autodidacte* » et « *très intelligent* », « *en capacité de se renseigner* ».

« Son passage là-bas a pu être frustrant, car il fallait toujours argumenter pour obtenir des choses », explique-t-elle. Certains jeunes, selon leur personnalité, peuvent ainsi avoir le sentiment d'être « enfermés là-dedans ». Ce fut le cas de Moussonni. Sa sortie du foyer, qu'elle décrit comme « un peu brutale », « ne s'est pas très bien passée ». Mais son arrivée à la Mission locale a été un soulagement.



Moussonni plaisante avec le gérant du supermarché, où il récupère une commande de courses à livrer. © Nejma Brahim / Mediapart

C'est là que travaille désormais Nadège, qui a accompagné Moussonni lorsqu'il bénéficiait d'un logement temporaire, alors sous-loué par la structure. « On accompagne les jeunes jusqu'à leur autonomie. »

Les sortants du foyer représentent 80 % du public pour le

service logement et social. Moussoni est rapidement devenu autonome. « *Il a ensuite obtenu un logement social. On ne le voit plus beaucoup depuis.* » La livraison et l'intérim sont à ses yeux une façon de conserver son autonomie. « *Il a un beau parcours. Il pourrait faire autre chose, se former à un métier, mais s'il est heureux et équilibré comme ça, c'est son choix.* »

Passé par la boulangerie Maison Lou-pan, au sein de laquelle on lui promet un CDI, il préfère claquer la porte lorsqu'on lui propose finalement un apprentissage de deux ans, avec un salaire au rabais. « *Si j'avais eu un titre de séjour d'un an, je n'aurais jamais craché sur les contrats qu'on m'a proposés,* souligne-t-il, évoquant la liberté dont il bénéficie. *Ils condamnent les gens à faire des boulots qu'ils n'aiment pas ou qui sont mal payés.* » Il compatit avec les sans-papiers, évoquant un ami qui travaille dans la restauration depuis cinq ans sans avoir été régularisé. « *Je ne sais pas comment ils supportent ce stress.* »

Je ne sais même pas comment je me suis retrouvé en Libye.

Moussoni, 21 ans

Lorsque nous le retrouvons en deuxième partie de soirée, après ses livraisons du soir, Moussoni est installé dans le canapé de son appartement, dans le quartier de la Croix-Blanche. Un logement social de 35 mètres carrés dans

une « petite cité », qu'il a réaménagé à son goût, faisant de la cuisine un salon et du salon une grande chambre.

Ce soir-là, il regarde une émission de télévision de Côte d'Ivoire sur la chaîne Life TV. « *On ne peut pas couper complètement avec le pays, hein* », rit-il. Le sujet de l'émission : « Les motos taxis, mal nécessaire ou menace pour la sécurité des populations ? » Pour lui, « *les gens là-bas n'ont pas le choix* » : le smic est de 75 000 francs CFA, soit 114 euros. « *Les jeunes achètent ça pour se débrouiller un peu. La voiture, c'est pour les riches.* »

Il raconte s'être lui aussi « débrouillé » lorsqu'il était enfant. « *Je proposais aux mamans de porter leur marchandise au marché contre des petites pièces.* » Il suit malgré tout sa scolarité jusqu'à l'âge de 16 ans. Mais lorsque sa mère décède, tout bascule. « *Mon père s'en fichait, et il est décédé peu de temps après. Je n'ai jamais été accepté par la famille, j'étais un peu l'enfant bâtard* », dit-il avec pudeur.



Dans son salon, Moussoni regarde les chaînes françaises et ivoiriennes, pour garder un lien avec le pays. © Nejma Brahim / Mediapart

À 16 ans, il prend un bus pour le Mali, traverse le désert, passe par le sud de l'Algérie, et négocie avec les chauffeurs routiers pour partager la route à leurs côtés. « *Je suis parti sans savoir où j'allais.* » L'un d'eux l'achemine jusqu'à Tamanrasset, en le présentant comme son apprenti lors des contrôles de police.

« *Je ne sais même pas comment je me suis retrouvé en Libye. Quand j'ai vu le nombre d'exilés, je me suis dit que je n'arriverais jamais à passer.* » Enfin, résume-t-il, l'Italie, les « *campos* » (centres d'accueil), loin de l'image qu'il se faisait de l'Europe, la barrière de la langue. « *J'ai préféré venir en France.* »

Ceux qui colportent la haine ne nous

connaissent pas et ne connaissent pas l'histoire de France.

Moussoni, 21 ans

Moussoni change de chaîne, tombe sur François Hollande qui raconte les coulisses des attentats du 13-Novembre. Photographié par Mediapart face à l'ancien président, il s'esclaffe : « *Les gens vont se dire que je suis bien intégré !* »

Avec du recul et pas mal de coups de chance, il estime que la France l'a bien accueilli. « *Je n'ai rien emmené avec moi. Vous m'avez vu en mer, sauvé par l'Ocean Viking, et aujourd'hui j'ai un appartement.* » À 21 ans, malgré les difficultés, Moussoni a le sentiment d'avoir « *réussi sa vie* ». Il rêve toujours de devenir écrivain ou journaliste, comme il le confiait lors de notre rencontre à bord du navire humanitaire.

En 2025, il a obtenu son permis et acheté une voiture d'occasion. Et rencontré sa petite amie, Rosa, qui a obtenu l'asile en novembre. Ce n'est pas le cas de son ami Lamine, rencontré à bord de l'*Ocean Viking*, dont la demande a été rejetée. « *Quand je regarde autour de moi, je me dis que je suis chanceux.* » Il observe de près les politiques et débats sur l'immigration, qu'il ne comprend pas toujours. « *Ceux qui colportent la haine ne nous connaissent pas et ne connaissent pas l'histoire de France. On est bien plus proches de ce pays que ne le*

sont les Ukrainiens. » Avec l'immigration, il conclut : « Je dirais que la France à plus à gagner qu'à perdre. »

À l'approche des élections municipales et présidentielle, Moussonni veut croire que l'extrême droite n'accédera pas au pouvoir dans un pays qu'il juge multiculturel et accueillant, et que ses partisan·es ne représentent pas la majorité. Bien qu'il soit étranger, il aimeraient pouvoir voter, voire s'engager en politique : « *J'aimerais montrer que la bêtise n'a pas de race. Ce n'est pas parce qu'on est immigré qu'on vole, qu'on tue ou qu'on viole. C'est l'œuvre d'un individu, pas d'une communauté.* »

Les stratégies politiciennes laissant entendre le contraire ne servent selon lui qu'à gagner des voix. Marine Le Pen et les autres « créent de la peur », « ça leur donne du boulot ».